



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi,
du travail et des solidarités
des Bouches-du-Rhône**

Le DALO

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

RAPPORT ANNUEL 2024



SOMMAIRE

LE DALO DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE RAPPORT ANNUEL 2024

	PAGES
PRÉAMBULE	
Le mot du président de la commission	3
Le mot de la préfète déléguée pour l'égalité des chances	6
PREMIÈRE PARTIE	
Les recours déposés	8
Le profil et la situation des requérants et des ménages reconnus prioritaires	9
DEUXIÈME PARTIE	
L'activité de la commission de médiation	13
- Le fonctionnement de la commission	
- Les éléments de doctrine	
- Les dossiers incomplets	
- Les décisions prises	
- Les motifs retenus	
- Les recours gracieux et contentieux	
TROISIÈME PARTIE	
Le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents	18
- Le contingent préfectoral	
- Le classement des candidatures	
- Le logement des ménages prioritaires	
- Les ménages restant à reloger	
- Les délais d'attente	
- Le FNAVDL	
- Les recours contentieux pour absence de relogement	
QUATRIÈME PARTIE	
L'hébergement des ménages reconnus prioritaires et urgents	22
ANNEXES	26
Annexe 1 : Rapport offre/demande (tableau et cartes)	
Annexe 2 : Tableau récapitulatif par année	

PRÉAMBULE

LE MOT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE MÉDIATION DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Bonjour à tous,

L'année 2024 a été marquée par une augmentation significative du nombre de recours DAHO pour l'hébergement (1406 pour 954) et un examen plus restrictif de la préfecture du fait que la notion d'hébergement actuel a été élargie à de nouveaux types d'hébergement, notamment l'hébergement d'urgence, les hôtels, lorsque la sortie de ces hébergements n'est pas envisagée à court terme. Cette position n'est pas partagée par d'autres membres de la commission. Il y a donc vote.

L'année 2024 n'a pas été différente des années précédentes en matière de mal logement. La situation dans les Bouches-du-Rhône demeure très préoccupante.

Espérons que les nouvelles actions concertées et nécessaires en matière d'habitat indigne, renforcées en 2023, notamment par la ville de Marseille, porteront leurs fruits.

Par contre, les mesures de diversification sociale dans les cités faisant l'objet de la politique de la ville, nombreuses à Marseille, et les actions de certains responsables politiques contre les logements sociaux et les contraintes de la loi SRU, seront sans doute peu favorables aux mal logés et notamment aux ménages reconnus DALO.

La production ou la libération de logements locatifs sociaux, avec des loyers accessibles aux ménages en difficulté restent notoirement insuffisantes. On a encore une diminution des constructions de logements, notamment sociaux. De plus, on constate que beaucoup de collectivités locales ne sont pas très actives en la matière.

Les demandeurs de logements sociaux, notamment ceux qui déposent à juste titre des dossiers DALO, sont dans des situations difficiles et ne disposent, dans une grande majorité des demandeurs DALO, que des ressources sociales.

Pour tous les motifs prévus par la loi, la situation générale de sollicitation du DALO est très importante dans les Bouches-du-Rhône, qui fait partie des départements français les plus touchés.

En l'état actuel, les effets de la loi Égalité et Citoyenneté en matière de relogement sont difficiles à évaluer, mais de nombreux indicateurs ne sont pas très positifs :

- contingent préfectoral peu complété par celui des autres réservataires,
- rapprochement des critères de priorité Dalo de ceux à utiliser par les organismes HLM pour tous les demandeurs de logement social.

La contribution du DALO en matière de logements concerne les ménages qui sont déjà inscrits comme demandeurs d'un logement social, en y ajoutant un caractère prioritaire et urgent qui leur donne une chance supplémentaire d'être relogés. Elle se révèle en cela utile comme dernier recours et a encore toute sa place.

En 2024, plus de 10300 demandes de relogement (dont plus de 4100 demandes incomplètes) ont été examinées par la commission DALO et 3478 ont été déclarées prioritaires et urgentes, soit 327 de moins qu'en 2022.

Les relogements (1792) suite à cette reconnaissance, même s'ils sont insuffisants, témoignent des efforts soutenus des services publics et des organismes HLM.

La mission de la commission

La mission de la commission, telle qu'elle l'a comprise et telle qu'elle la pratique, est de distinguer parmi les demandeurs de logements sociaux (12,6 demandes pour 1 offre en 2024) ceux qui remplissent les conditions de la loi et justifient par leur degré de « mal logement » une urgence qui n'a pas été suffisamment prise en compte par les autres dispositifs. Elle ne peut cependant pas se substituer, sauf exception, aux compétences et aux obligations des bailleurs, des collectivités territoriales et de l'État, définies par d'autres lois.

Les constats de la commission

Depuis le début de la loi DALO, de 2008 à fin 2024, 117 346 dossiers logement ont été déposés dans les Bouches-du-Rhône, représentant 27 % des ménages locataires du département. 42 344 demandeurs de logements sociaux ont été reconnus prioritaires et urgents, soit 9,9 ménages sur 100 locataires et 16,3 ménages sur 100 locataires du parc privé dans le département.

Même si des progrès restent à faire, le recours DALO est connu dans notre département, notamment grâce à l'action des services communaux et des associations.

Par contre, il est mal connu. Malgré les efforts d'information de la commission et des autres intervenants, le nombre de dossiers irrecevables reste trop important : 4173 dossiers incomplets pour manque de pièces justificatives, soit 40 % de dossiers traités par la commission.

Cette situation est très regrettable, car le dépôt des recours mobilise en premier lieu les requérants DALO et ceux qui les assistent, sans aucune chance de succès, et en deuxième lieu, inutilement les instructeurs et la commission DALO.

Pour ma part, je ne me résous pas à ce gaspillage des énergies et je demande à tous ceux qui peuvent contribuer à l'éviter de renforcer leur attention.

Les dossiers de recours DALO en 2024

Le détail des résultats et les constats sont développés dans les pages du rapport.

En matière de logement, les ménages susceptibles de déposer un recours DALO sont les demandeurs de logement social enregistrés dans le SNE. En fin d'année 2024, ceux-ci étaient 110 587 (104 229 en 2023).

10 390 ménages (10 238 en 2023) l'ont effectivement fait, soit 9,4 % d'entre eux.

On peut retenir que 11 063 recours « logement », certains à deux reprises (1161 recours), ont été traités par la commission.

3478 ont été déclarés prioritaires et urgents (3805 en 2023), **soit 49 % des décisions pour les dossiers « recevables »** (57 % pour les dossiers « complets ») et 33,1 % des décisions pour la totalité des dossiers traités.

Plus de 70 % des ménages retenus sont dépourvus d'un logement autonome. La commission apporte ainsi une participation significative à la politique du « logement d'abord ».

En 2024, les ménages déclarés prioritaires et urgents représentaient 3,1 % des demandeurs de logements sociaux et 40 % de l'offre de logements sociaux (libérés et neufs livrés) dans les Bouches du Rhône.

Ces chiffres montrent la faiblesse de l'offre face aux besoins prioritaires qu'ils représentent.

Cela confirme, s'il en était besoin, que la commission ne se prononce pas en fonction de l'offre de logements disponibles.

En matière d'hébergement et de logement temporaire, 1406 dossiers (954 en 2023), dont 41 incomplets, ont été déposés et traités par la commission.

La commission a reconnu prioritaires et urgents 966 ménages (soit 69 % des dossiers traités).

Elle a par ailleurs reconnu prioritaires pour un logement ordinaire 914 ménages occupant ces structures, libérant ainsi de nombreuses places d'hébergement et de logements temporaires, sous réserve que leur relogement soit effectif.

Une forte mobilisation autour du DALO

Les travaux très importants (1000 dossiers par mois) d'instruction, de préparation et de notification des décisions, ont été menés avec constance et compétence par le secrétariat technique assuré par DOCAPOSTE, et par les agents du service logement de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et des sous-préfectures.

Je remercie également les services des collectivités locales, du SIAO et de la CAF pour leurs informations, notamment en matière d'habitat indigne.

Je n'ignore pas l'importance qualitative et quantitative des activités « post commission DALO » qui mobilisent en premier lieu les services de l'État (relogement et contentieux), et les organismes qui y contribuent : organismes HLM, AMPIL et SOLIHA, SIAO, etc.

Qu'ils en soient remerciés.

Patrick Albrecht

LES BOUCHES-DU-RHÔNE : QUELQUES REPÈRES

POPULATION ET LOGEMENT (source INSEE)	
Population en 2021	2,056 millions d'habitants (873 076 à Marseille)
Nombre de résidences principales (INSEE 2020)	928677
Pourcentage de ménages sous le seuil de pauvreté (INSEE 2021)	18,5 % (26 % à Marseille)
Le parc locatif privé (INSEE 2020)	260 030 logements
Le parc locatif privé « potentiellement indigne » (FILOCOM 2015 – rapport NICOL 2015)	64 000 (dont 40 000 à 45 000 à Marseille)
L'OFFRE ET LA DEMANDE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX EN 2024	
Nombre de logements HLM (RPLS 2024)	167647
Demandes actives de logements sociaux en fin d'année 2024 (SNE)	110 587 (104 229 en fin 2023, 85 002 en 2020) dont 31 590 déjà logés dans le parc social (29%)
Attributions de logements sociaux (SNE) en 2024	8 739 (9 942 en 2023, 9 774 en 2022, 10 472 en 2021) taux de rotation (hors livraisons) : 3,8 % (total PACA : 4,25)

LE MOT DE LA PRÉFÈTE

Les lois ALUR, égalité-citoyenneté et ELAN ont renforcé et précisé les deux objectifs que le législateur assigne aux attributions de logements sociaux : **l'accès aux ménages défavorisés et la mixité sociale**.

Je rappelle que la mixité sociale y est définie comme devant :

- permettre l'accès à l'ensemble des secteurs du territoire pour toutes les catégories de publics éligibles au parc social ;
- et favoriser l'accès des ménages dont les revenus sont les plus faibles aux secteurs situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Pour rendre effectif cet objectif, au moins 25 % des attributions hors QPV doivent être faites au bénéfice des demandeurs les plus pauvres, ce qui implique d'abord de construire hors QPV des logements sociaux dont les loyers sont adaptés, mais aussi d'attribuer autant que possible les logements hors QPV à ces ménages.

Pour réaliser ces deux missions précitées, la loi confie aux intercommunalités la mise en œuvre d'une politique intercommunale d'attribution des logements sociaux, en articulation avec les politiques de l'habitat qu'ils doivent définir et piloter sur leur territoire. Il s'agit en particulier, avec la cotation de la demande, de rendre plus lisibles et transparentes, pour les demandeurs, les procédures par lesquelles ils sont désignés aux commissions d'attribution des logements.

Ce rapport s'inscrit dans cet objectif d'information des usagers : le contingent préfectoral, mais aussi les autres contingents réservataires, doivent rendre compte de la façon dont ils sont gérés, de leurs critères de priorité et de la façon dont ils classent les demandeurs.

Cet enjeu est d'autant plus important que la tension du parc social augmente. En effet, plus un bien public est rare, plus il convient d'être vigilant et transparent sur les conditions de sa distribution. Aussi les ménages sont légitimement fondés à se demander comment les logements sociaux sont attribués.

La confiance sociale et dans les institutions est une condition d'une démocratie avancée.

Le droit au logement opposable (DALO) est un outil puissant au service de ces objectifs : c'est le cadre législatif qui permet à l'État de faciliter l'accès au logement des ménages précarisés, dans un schéma d'intervention neutre et transparent qui vise à garantir l'égalité d'accès au logement de tous les publics :

- La commission de médiation priorise les ménages qui rencontrent les plus grandes difficultés de logement, en fonction des critères fixés par la loi ;
- En application de l'article L441-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), tous les logements doivent être attribués en priorité aux ménages bénéficiant d'une décision favorable au titre du DALO, puis aux ménages relevant des catégories listées par le même article L441-1 ; sur le contingent de l'État, ces ménages sont classés en fonction de règles objectives et connues des demandeurs, rappelées dans ce rapport ;
- L'accompagnement social du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL), mécanisme correctif mis en place pour les plus fragiles d'entre eux, permet de veiller à ce que le droit s'applique à tous, conformément aux objectifs de solidarité nationale fixés par la loi.

En complément des chiffres indiqués par M. ALBRECHT, président de la commission, j'observe que malgré une tension forte, une majorité des ménages reconnus prioritaires et urgents sont logés, chaque année, dans des délais inférieurs à ceux qu'ils rencontrent dans le droit commun : en 2024, le délai moyen de relogement dans les Bouches-du-Rhône des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO était de 425 jours (source Infodalo), contre une ancienneté moyenne des demandes satisfaites – tous demandeurs - de 750 jours (source SNE)

Le DALO est ainsi devenu essentiel dans notre département et permet de faciliter grandement le logement des ménages défavorisés.

Cependant, je ne peux que constater que la tension augmente, notamment dans la ville de Marseille. Ceci alors que dans cette ville, s'ajoutent aussi des besoins extrêmement importants et concurrentiels en relogements, liés aux opérations de rénovation urbaine, au traitement des copropriétés dégradées et de façon générale à la lutte contre l'habitat indigne.

Cette situation appelle des mesures énergiques, afin de conserver au DALO une effectivité :

- une relance de la construction, de logements adaptés aux besoins des ménages concernés (76 % des demandeurs des Bouches-du-Rhône sont éligibles au PLAI),
- une application stricte par tous les réservataires et les bailleurs des priorités d'attribution aux ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO. En effet, dans les zones très tendues, la concentration des efforts de relogement sur le seul contingent préfectoral est insuffisante pour rendre effectif le DALO.

Parmi les points de progrès, je souhaite souligner les efforts majeurs faits en matière de lutte contre l'habitat indigne, ainsi que le déploiement du dispositif marseillais de prévention des expulsions, porté par l'ADIL (en 2024, 1757 ménages marseillais ont fait l'objet d'une demande de concours de la force publique pour faire exécuter une décision de justice).

Je remercie tous les membres de la commission de médiation pour leur participation active et la qualité de l'expertise qu'ils apportent aux débats.

Enfin, je souhaite remercier très chaleureusement Patrick ALBRECHT pour sa présidence dynamique et constructive de la commission de médiation.

Outre la charge de travail conséquente qui est la sienne, assurée de manière bénévole, je lui suis très reconnaissante de la qualité des débats de cette instance, et de la fiabilité des décisions prises de façon démocratique et transparente au service de nos concitoyens.

Isabelle Epailard

Préfète déléguée pour l'égalité des chances

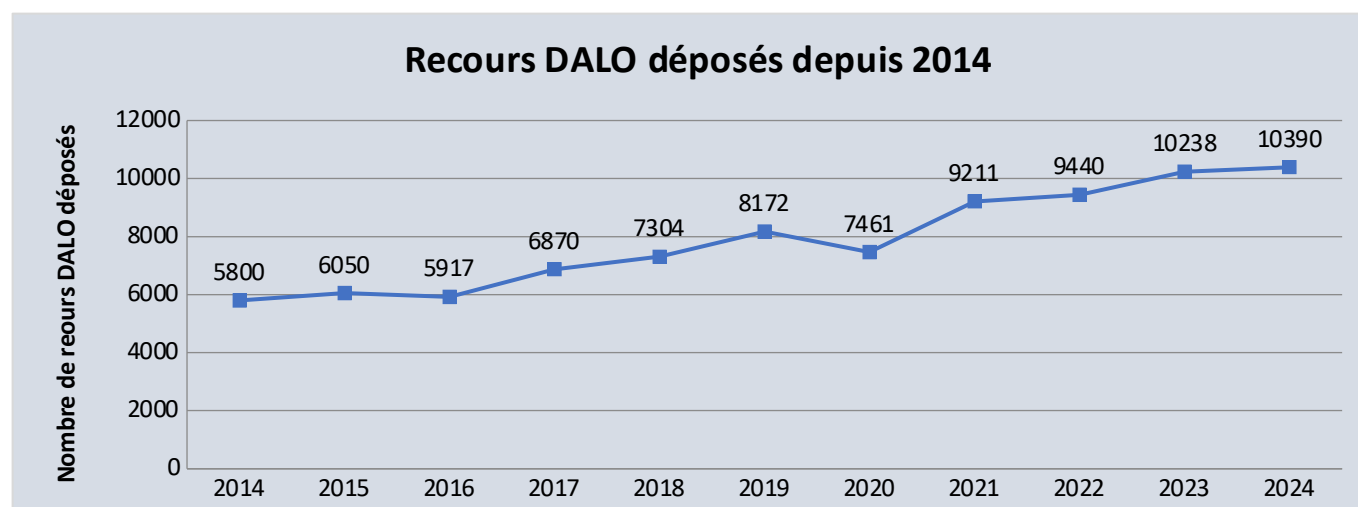
PREMIÈRE PARTIE

LES RECOURS DÉPOSÉS, LE PROFIL ET LA SITUATION DES MÉNAGES

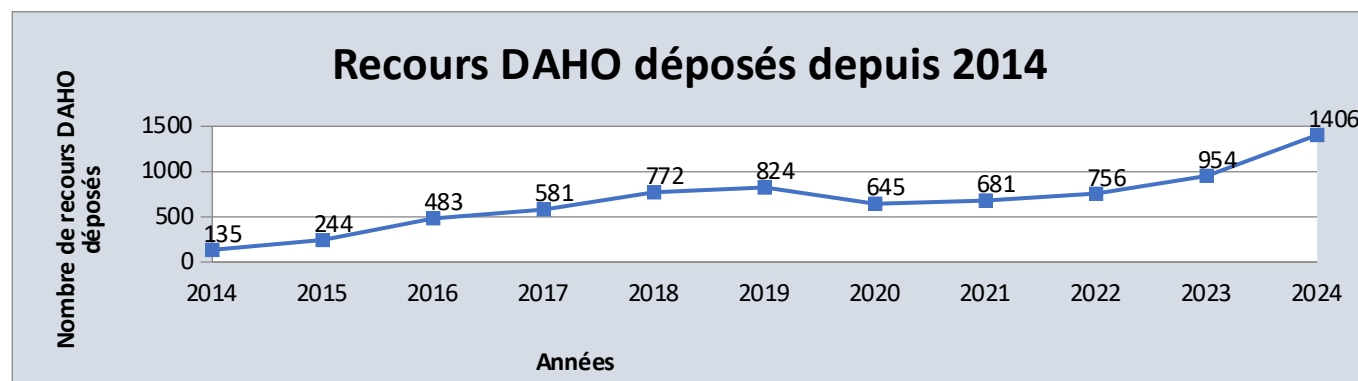
L'évolution du nombre des recours déposés

En 2024, la commission de médiation des Bouches-du-Rhône a reçu 11 796 recours dont 10 390 pour un logement et 1406 pour un hébergement.

Le département des Bouches-du-Rhône représente à lui seul 9 % du nombre de recours reçus dans toute la France (131 126), et 56 % des recours déposés en région PACA. Il arrive en troisième position quant au nombre de recours déposés, après Paris et la Seine-Saint-Denis.



Source : INFODALO



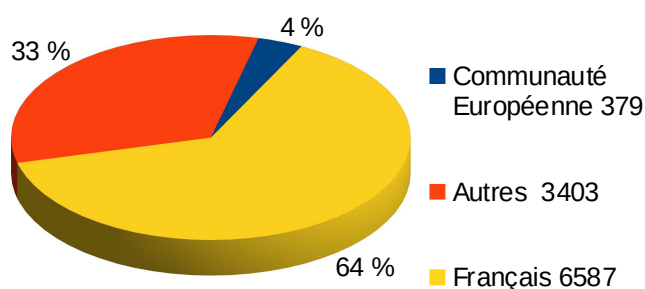
Source : INFODALO

Les profils des ménages sur les recours logement

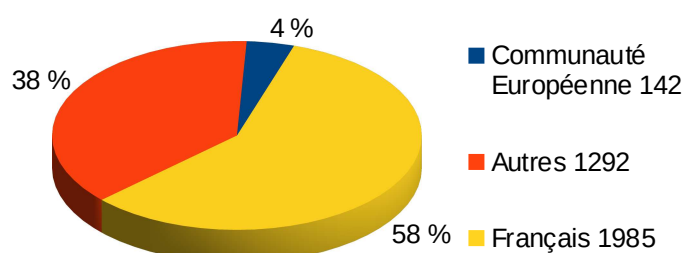
En 2024, 3478 ménages ont bénéficié d'une décision « prioritaire et urgente » pour un logement. La majorité sont des personnes seules. Les femmes représentent 52 % des bénéficiaires.

Par nationalité

Requérants par nationalité



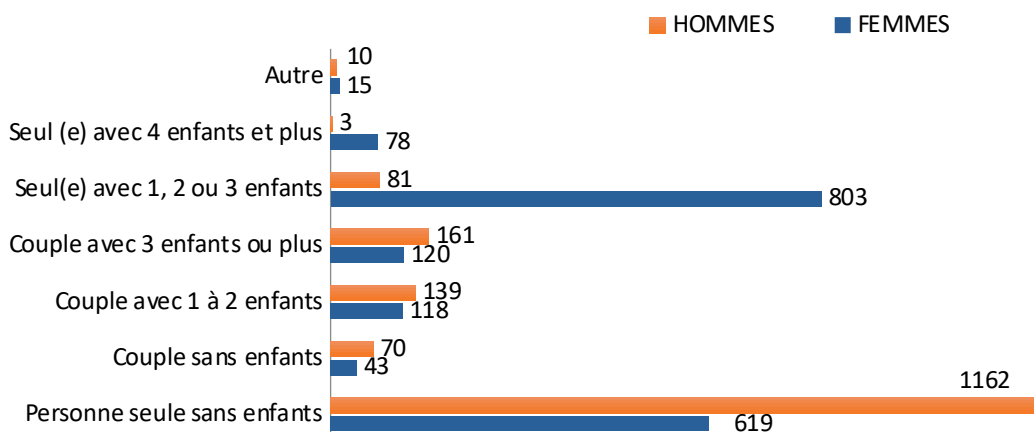
Bénéficiaires DALO par nationalité



Source : INFODALO

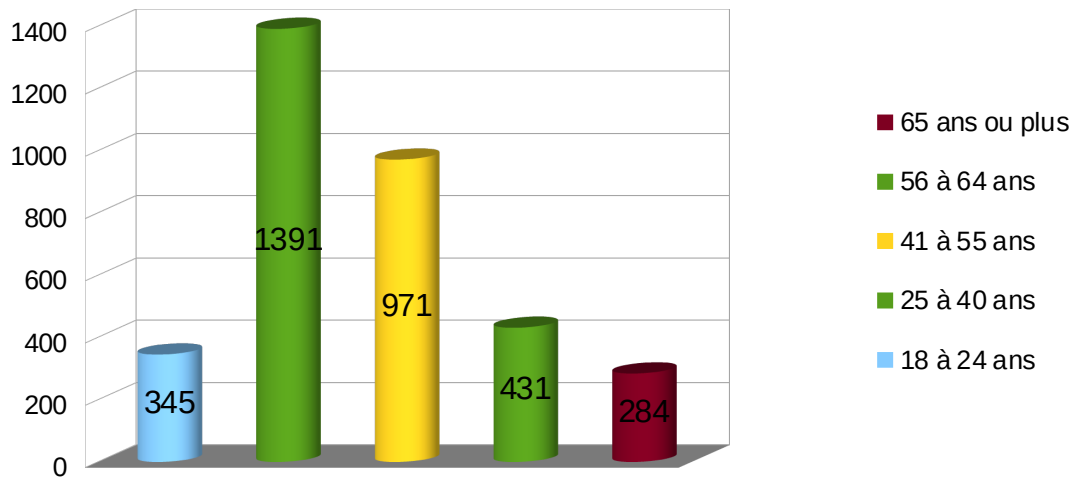
Les PU DALO par composition familiale et par sexe

PU DALO par sexe et composition familiale



Source : INFODALO

Les PU DALO par âge :



Source : INFODALO

Les PU DALO par lieu de résidence :

66 % des ménages reconnus PU en 2024 sont domiciliés dans la ville de Marseille.
Les bénéficiaires PU DALO sont essentiellement domiciliés à Aix-en-Provence et surtout dans les arrondissements de Marseille suivants :

COMMUNES	Rappel 2021	Rappel 2022	Rappel 2023	2024	% par rapport au total des PU 2024
3ème arrdt	387	324	369	383	11,0 %
14ème arrdt	201	197	225	259	7,4 %
1er arrdt	265	301	257	257	7,4 %
4eme arrdt	212	240	214	201	5,8 %
8ème arrdt	141	170	194	191	5,5 %
Aix en Provence	218	197	245	162	4,7 %
2ème arrdt	200	226	227	151	4,3 %
15ème arrdt	143	191	160	148	4,3 %
13ème arrdt	157	138	173	146	4,2 %

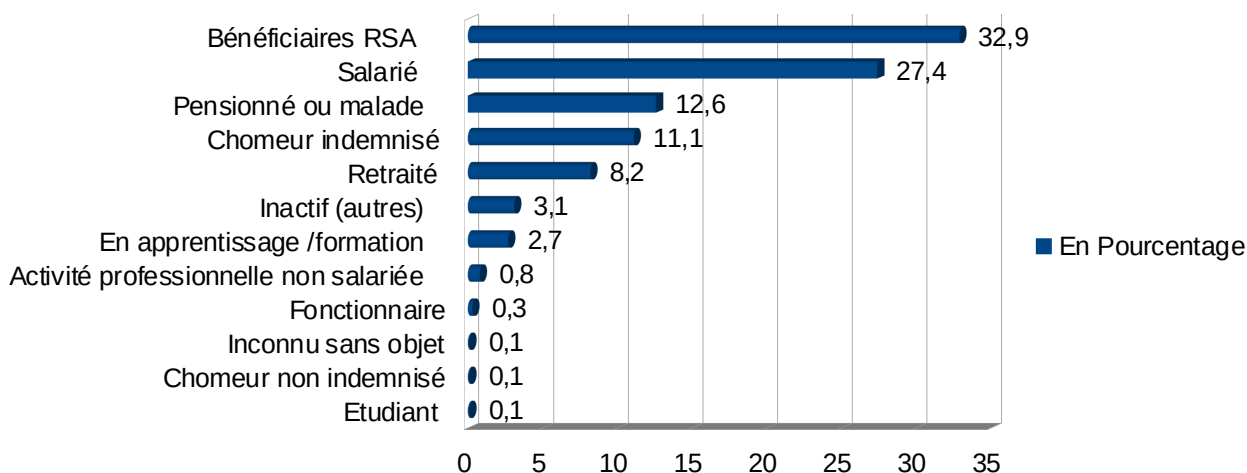
La liste complète des communes se trouve en annexe 1

Source : INFODALO

Les motifs invoqués par les requérants DALO et les motifs retenus :

Liste des motifs	Motifs invoqués (les ménages peuvent invoquer plusieurs motifs)			Motifs retenus (la commission peut retenir plusieurs motifs)		
	2024 BDR	2024 BDR (% sur le total des motifs)	2024 France entière (% sur le total des motifs)	2024 BDR	2024 BDR (% sur le total des motifs)	2024 France entière (% sur le total des motifs)
Dépourvu de logement (et non hébergé chez un particulier)	2108	19,7 %	17,1 %	1069	34,7 %	27,3 %
Hébergé chez un particulier non apparenté en ligne directe	962	9 %	11 %	285	9,3 %	12 %
Hébergé chez un particulier apparenté en ligne directe	1097	10,3 %	8,4 %	212	6,9 %	7,7 %
Menacé d'expulsion sans relogement	1378	12,9 %	12,2 %	201	6,5 %	9,7 %
Hébergé de façon continue dans une structure d'hébergement	881	8,2 %	7,1 %	545	17,7 %	11,7 %
Logé dans un logement de transition, un logement-foyer ou une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale.	715	6,7 %	8,5 %	369	12 %	14,1 %
Logé dans des locaux impropres à l'habitation	2	0 %	4,5 %	0	0 %	1,3 %
Logé dans des locaux présentant un caractère insalubre	864	8,1 %	6,3 %	42	1,4 %	2,8 %
Logement non décent, personne handicapée ou mineur	1060	9,9 %	8,6 %	83	2,7 %	3,3 %
Logement suroccupé, personne handicapée ou mineur	1619	15,2 %	16,2 %	273	8,9 %	10 %
Délai anormalement long	3292	23,6 %	20,5 %	969	23,9 %	19,4 %
Logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	1013	7,2 %	6,7 %	285	7 %	5,2 %

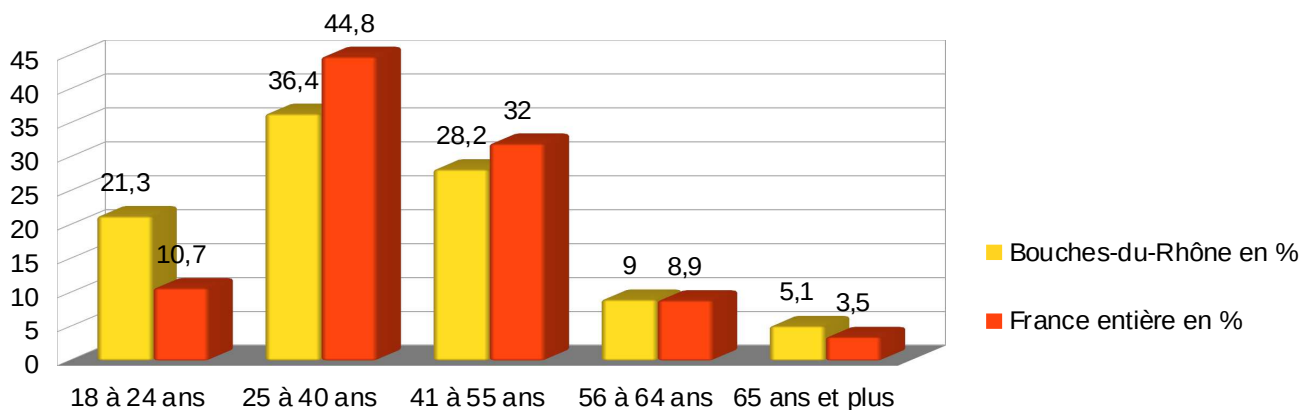
Source : INFODALO

Les PU DALO par situation professionnelle :

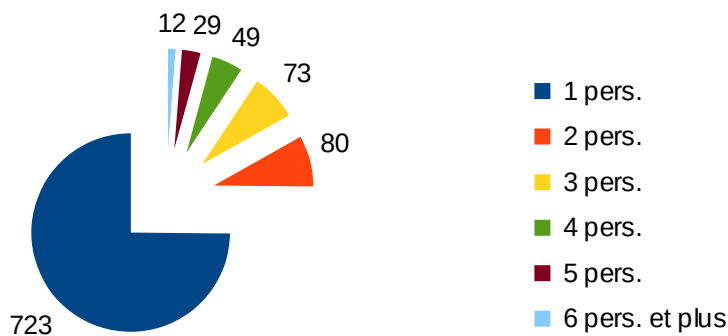
Source : INFODALO

Les profils des ménages sur les recours hébergement

966 ménages ont été reconnus PU DAHO en 2024.

Âge des PU DAHO : comparaison avec les données nationales

Source : Infodalo

Taille des ménages des requérants DAHO

Source : Infodalo

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DE MÉDIATION

Le fonctionnement de la commission de médiation

La commission de médiation des Bouches-du-Rhône est composée :

- de représentants de l'État ;
- de représentants des collectivités territoriales ;
- de représentants des organismes bailleurs et des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale ;
- de représentants des associations de locataires et des associations et organisations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.
- des représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion et des instances de concertation mentionnées à l'article L 115-2-1 du CASF.

Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) atteste de l'inscription des requérants au SIAO (condition pour être reconnu PU DAHO) et donne son avis et ses préconisations pour les recours DAHO. Il peut assister aux séances des commissions à titre consultatif.

La commission est présidée par M. Patrick ALBRECHT, personnalité qualifiée nommée par le préfet. Elle se réunit le jeudi tous les 15 jours. En 2024, elle a examiné en moyenne 533 dossiers par séance (source : InfoDALO).

Le délai moyen de décision de la commission (hors dossiers reportés) est de 97 jours en 2024 (source : InfoDALO). Pour l'ensemble de la région PACA, ce délai est identique. Il est de 122 jours pour la France entière.

Dans tous les cas, les dossiers sont inscrits à l'ordre du jour des séances suivant l'ordre chronologique d'arrivée des recours complets, afin de respecter le principe d'égalité des usagers devant le service public.

Les éléments de doctrine de la commission

La commission de médiation doit se prononcer sur le caractère **prioritaire** de la demande – appartenance à l'une des catégories suivantes mentionnées par la loi – **et** sur **l'urgence** qu'il y a à attribuer au demandeur un logement social ou à l'accueillir dans une structure d'hébergement, en tenant compte notamment des démarches précédemment effectuées.

Pour le logement :

Peuvent être désignées comme prioritaires et devant être logées d'urgence les personnes de bonne foi qui satisfont aux conditions réglementaires d'accès au logement social et qui se trouvent dans l'une des situations suivantes (art L441-2-3 du CCH) :

- ne pas avoir reçu de proposition adaptée à leur demande dans un délai de 30 mois ;
- être dépourvues de logement. Le cas échéant, la commission apprécie la situation du demandeur logé ou hébergé en tenant notamment compte de son degré d'autonomie, de son âge, de sa situation familiale et des conditions de fait de la cohabitation portées à sa connaissance ;
- avoir fait l'objet d'une décision de justice prononçant l'expulsion du logement, sans relogement ;
- être hébergées dans une structure d'hébergement ou une résidence hôtelière à vocation sociale de façon continue depuis plus de six mois ou logées temporairement dans un logement de transition ou un logement-foyer depuis plus de dix-huit mois ;
- être logées dans des locaux impropres à l'habitation, ou présentant un caractère insalubre ou dangereux (le cas échéant, la commission tient compte des obligations du droit commun et des droits à hébergement ou à relogement auxquels le demandeur peut prétendre) ;
- être logées dans des locaux manifestement suroccupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent, s'il y a au moins un enfant mineur, s'il présente un handicap au sens de l'art L.114 du code de l'action sociale et des familles ou s'il y a au moins une personne à charge présentant un tel handicap ;
- être handicapées ou avoir à leur charge une personne handicapée et être logées dans un logement non adapté au handicap, au sens du même article L. 114.

La commission peut, par décision spécialement motivée, désigner comme prioritaire et devant être logée en urgence une personne qui ne répond qu'incomplètement aux caractéristiques définies ci-dessus.

Pour l'hébergement :

La commission de médiation peut être saisie, sans condition de délai, par toute personne qui, sollicitant l'accueil dans une structure d'hébergement, un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande.

Pour tous les recours :

En complément de cette réglementation et de la jurisprudence disponible, la commission s'appuie sur un guide de « bonnes pratiques des commissions de médiation » établi par un groupe de travail animé par le ministère chargé du logement et destiné à harmoniser les pratiques des commissions de médiation. Le président dispose enfin de ses notes d'aide à la décision, établies par motif de demande.

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments permet à la commission d'assurer la bonne connaissance des critères de décision par tous ses membres, titulaires et suppléants, favorisant l'égalité de traitement des recours sur l'ensemble des séances.

La commission peut prendre des décisions d'ajournement lorsqu'elle a besoin d'informations complémentaires pour prendre sa décision et, si nécessaire, missionner à cette fin des diagnostics, notamment techniques.

Par ailleurs, elle peut préconiser un accompagnement FNAVDL lorsqu'elle estime que le demandeur, reconnu prioritaire et urgent, aura de meilleures chances d'être relogé s'il bénéficie d'une assistance sociale et administrative.

Enfin, elle peut signaler des situations aux autorités et organismes compétents : logements signalés comme insalubres ou non-décents, demande de mutation dans le parc social, etc.

Les travaux de la commission font l'objet de compte-rendus approuvés par ses membres.

Les dossiers incomplets

Les dossiers de recours logements incomplets au moment de la commission, malgré relances par le secrétariat, sont au nombre de 4173 en 2024, soit 40 % des recours déposés (10 390).

Les pièces manquantes sont, par ordre décroissant :

- L'avis d'imposition ou de non-imposition des personnes majeures du foyer
- Le justificatif de situation familiale
- Les pièces d'identité des personnes majeures du foyer (enfants rattachés notamment)
- Les justificatifs de ressources
- Les justificatifs de démarches pour situation de non-décence/d'insalubrité

Il faut rappeler que ces pièces sont demandées, d'une part pour permettre à la commission de statuer en bonne connaissance de cause, et d'autre part pour s'assurer que les ménages sont éligibles au logement social.

L'incomplétude et/ou l'incohérence des dossiers des demandeurs de logement défavorisés sont un des facteurs qui empêchent l'atteinte des obligations de relogements fixées par l'article L441-1 du CCH. C'est pourquoi il est essentiel que les acteurs du logement, en première ligne les bailleurs sociaux, améliorent par tous les moyens possibles (fiches, formations...) la connaissance des ménages et des travailleurs sociaux qui les accompagnent sur le circuit de la demande de logement social et les pièces obligatoires, en fonction des situations particulières, et en particulier au moment de la commission d'attribution. Cet axe de travail fait partie des contenus réglementaires des plans partenariaux de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID), dont l'un des objectifs est d'améliorer l'information des demandeurs, et que les EPCI doivent élaborer.

Pour certains ménages, un accompagnement social reste cependant indispensable. Si le dispositif FNAVDL semble maintenant bien identifié et utilisé pour les publics DALO (voir la troisième partie), les acteurs du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) ont fait le constat que la palette diversifiée des dispositifs d'accompagnement existants rend cependant encore difficile leur mobilisation adéquate et adaptée par les acteurs concernés. Certains sont ainsi sous-utilisés. De plus, les « circuits de l'accompagnement », c'est-à-dire les moyens d'identification des besoins en accompagnement et de saisine des dispositifs sont souvent complexes à appréhender. C'est pourquoi un guide des différents dispositifs d'accompagnement existants, et de leurs modalités de saisine, a été diffusé dans le cadre du PDALHPD et actualisé en 2023.

Les décisions prises par la commission

Une augmentation nette du nombre de décisions favorables est visible depuis 2021.

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de recours reconnus prioritaires et urgents (PU) pour un logement	2717	2745	2526	2572	3512	3651	3805	3478
Nombre de recours reconnus PU pour un hébergement	331	504	548	373	446	568	638	966

Source InfoDALO

Les Bouches-du-Rhône représentent 61 % des ménages reconnus PU pour un logement de la région PACA et 9,3 % du total de la France entière.

LES DÉCISIONS LOGEMENT PRISES EN 2024

Nature de la décision	Nombre	en % des décisions prises	en % des dossiers complets
Prioritaires et urgents Logement	3478	33,1%	57%
Réorientation vers un hébergement	6	0	
Rejets :	6799	64,5 %	
- dont dossiers complets	2626		
- dont dossiers incomplets (définitivement, le cas échéant après un recours gracieux)	4173		
Sans objet :	257	2,4 %	
- dont logés avant décision	117		
- dont autres (départ du territoire...)	140		
Ensemble de décisions prises	10 540	100 %	6104

Source InfoDALO/bilans COMED

Le taux de reconnaissance PU est de **33,1 %**, ce qui est plus élevé que dans les autres départements de la région (dans l'ensemble de la région PACA, ce taux est de 30,7 %) et quasiment égal par rapport à l'ensemble de la France (34 %).

Il est très supérieur si l'on prend en compte les décisions de la commission pour les seuls dossiers complets, soit 57 %.

Le nombre de PU est de 174 pour 100 000 habitants (110 sur l'ensemble de la région PACA).

On compte en 2024 dans notre département 1,4 dossier PU pour 100 ménages locataires du parc locatif privé. Ils représentent 3,1 % des demandes de logement social dans le département.

Les motifs des dossiers PU

Les motifs retenus par la commission en 2024 (voir le tableau en page 11) correspondent, par ordre décroissant, d'abord à des situations d'**absence de logement autonome**, soit 2480 situations (soit **71 %** des recours reconnus PU) :

- une absence de logement et d'hébergement : 1069
- un hébergement en structure ou logement transitoire : 914
- un hébergement chez un particulier : 497

Puis à des situations précaires dans les logements occupés (884) :

- un logement inadapté au handicap : 285
- un logement sur-occupé : 273
- une procédure d'expulsion : 201
- un logement indigne : 125

Le motif « menacé(e) d'expulsion sans relogement » : la quasi-totalité des refus est due à l'absence de jugement d'expulsion.

Les motifs « hébergé(e) de façon continue dans une structure d'hébergement » et « logé(e) dans un logement de transition, dans un logement-foyer ou une RHVS » : sauf exception, ils sont retenus lorsque les délais réglementaires (6 mois et 18 mois) sont respectés.

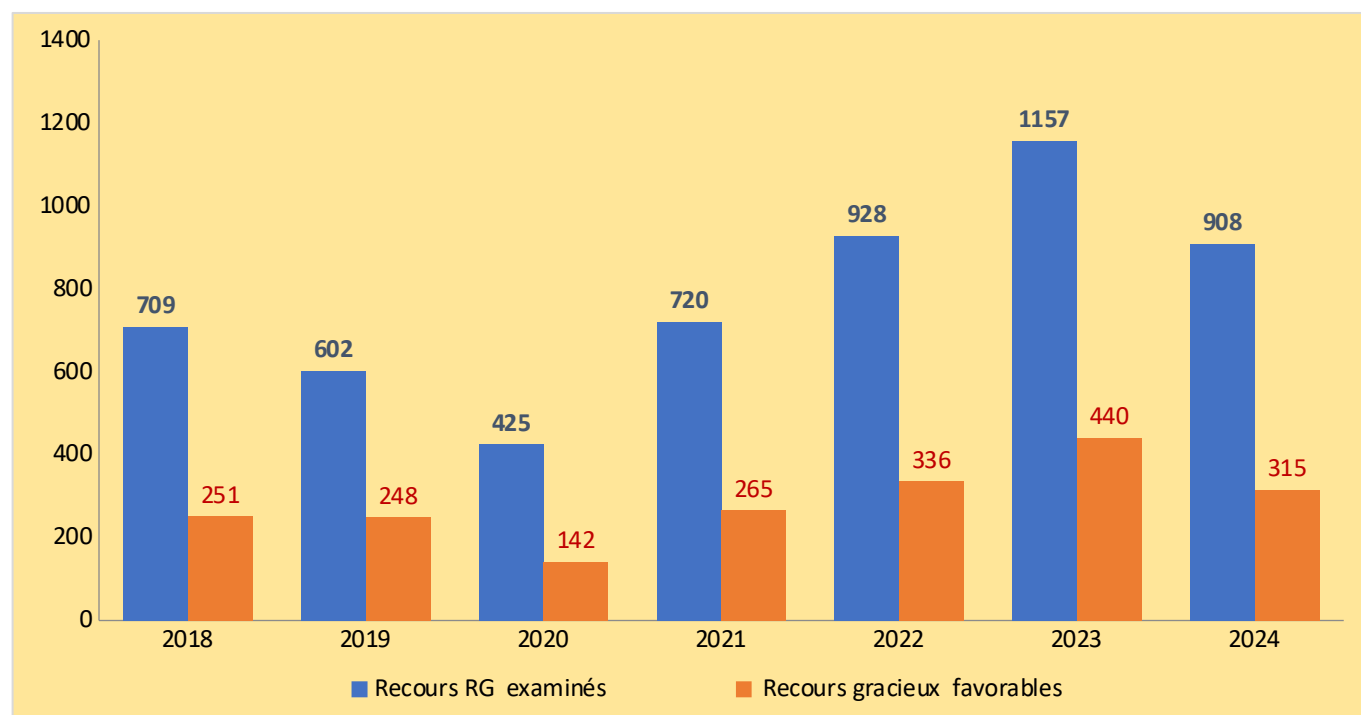
Le motif « logement sur-occupé » : il fait l'objet de nombreux refus dus à la méconnaissance des critères de sur-occupation.

Le motif « délai anormalement long » : il fait l'objet de nombreux refus dus à la méconnaissance du délai fixé par le préfet et à l'application des critères de l'urgence, définis par la commission.

Les recours gracieux (logement et hébergement)

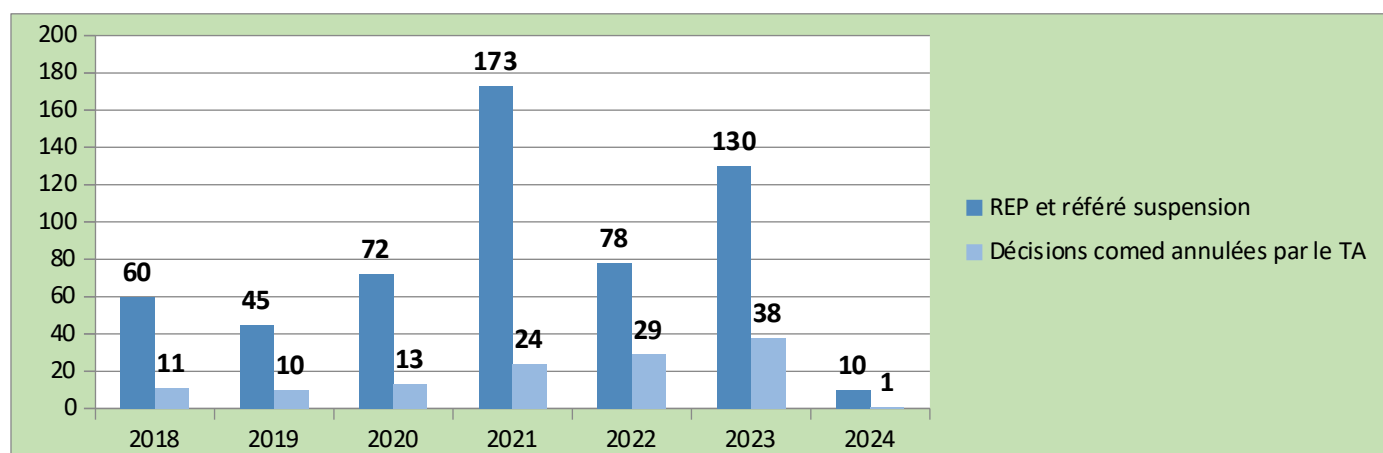
Les requérants ont la possibilité de contester la décision de rejet prise initialement par la commission en formant un recours gracieux, afin que cette dernière réexamine le dossier. Cela leur permet, en général, d'ajouter des pièces justificatives manquantes lors du recours initial ou d'apporter à la commission des compléments d'information sur les difficultés qu'ils rencontrent.

En 2024, 908 recours gracieux ont été examinés par la commission ; après leur examen, la commission a prononcé 315 décisions favorables, soit un taux de 35 %.



Source : Docaposte

Les recours contentieux pour excès de pouvoir (logement et hébergement)



Source : Docaposte

Toutes les décisions annulées par le tribunal administratif sont réexaminées par la commission.

TROISIÈME PARTIE

LE LOGEMENT DES MÉNAGES RECONNUS PRIORITAIRES ET URGENTS

Le contingent préfectoral

Une convention signée entre le préfet et les bailleurs sociaux prévoit les modalités partagées d'instruction du contingent de l'État.

Les candidatures (au moins 3 par logement) sont présentées par la DDETS, ou la sous-préfecture, selon la commune du logement. Lorsque le service a connaissance d'une mesure d'accompagnement social, une copie de la proposition est adressée au travailleur social.

La décision d'attribution du logement est prise par la commission d'attribution du bailleur. Celui-ci doit informer directement le ménage de la décision prise. Le préfet est informé de cette décision, ainsi que des difficultés éventuellement rencontrées (refus, dossier incomplet, absence de manifestation dans les délais...).

L'État dispose d'un taux de 30 % des attributions (dont 5 % au plus pour les fonctionnaires de l'État). Pour maximiser leurs chances de relogement, les PU DALO ont intérêt également à faire valoir la priorité de leur relogement auprès d'Action logement s'ils sont salariés, ainsi qu'auprès des autres réservataires – les collectivités territoriales notamment - et des bailleurs sociaux directement.

En 2024, 2 049 logements du contingent préfectoral « prioritaires » (hors PLS), vacants ou neufs, ont été signalés au préfet par les bailleurs sociaux.

Le tableau comparatif figurant en annexe 1 montre la répartition de ces logements par communes et arrondissements de Marseille.

On peut noter qu'en dehors de la ville de Marseille (698 logements), c'est dans les communes d'Arles, Istres, et Aix-en-Provence qu'il y a eu le plus d'attributions sur le contingent préfectoral (respectivement 122, 113 et 102).

Les arrondissements 13 à 15 de Marseille représentent 56 % des logements marseillais disponibles et 19 % du total départemental.

Le classement des candidatures

Les services de l'État utilisent l'application nationale SYPLO, qui dispose d'un moteur de recherche permettant de sélectionner les ménages par commune recherchée et typologie, et si besoin par d'autres critères comme les ressources ou le nombre de personnes composant le foyer.

Compte tenu de la forte demande non satisfaite de logements, et des questions que les usagers peuvent légitimement se poser sur les modalités de désignation des candidatures faites aux commissions d'attribution, le préfet des Bouches-du-Rhône a fixé des critères très précis permettant de départager de façon neutre les candidats qu'il doit loger : **ils sont classés selon l'ancienneté de la décision de la commission de médiation. Si celle-ci est identique, les candidats sont départagés par l'ancienneté de leur demande de logement.**

Ces règles dont le respect est strictement vérifié permettent de concilier deux objectifs :

- l'égalité des usagers devant le service public,
- le respect du délai de 6 mois impartis à l'État.

Dans les zones du département et les typologies pour lesquelles l'offre de logements disponibles sur le contingent de l'État le permet (voir en annexe 1 les différences de tension), peuvent être proposés :

- des ménages qui ont perdu leur statut DALO (refus, dossier incomplet, non manifestation auprès du bailleur), ce qui permet de leur donner une deuxième chance. Ils sont classés selon 3 critères : d'abord le nombre de logements perdus de leur fait, puis l'ancienneté de la décision et enfin si besoin le NUD.
- des ménages potentiellement éligibles au DALO, avant qu'ils ne saisissent la commission de médiation. Ils sont classés par ancienneté du NUD. Ces ménages sont souvent signalés par des structures d'hébergement, des travailleurs sociaux dans le cadre des mesures ASELL, ou des CCAS.

En 2024, le contingent du préfet a ainsi permis de loger 547 ménages en difficulté (hors PU DALO et fonctionnaires de l'État) qui étaient notamment dans les situations suivantes (par ordre décroissant, selon les éléments saisis dans le SNE) :

- Dépourvu de logement : 143
- Suroccupation : 101
- Hébergé chez un particulier : 67
- Menacé d'expulsion : 42
- Taux d'effort excessif : 39
- Handicap : 28
- Hébergement / logement temporaire : 14

En conclusion, l'État relogé de façon prioritaire les ménages PU et utilise aussi son contingent pour reloger, si possible, tous les ménages potentiellement éligibles au DALO avant qu'ils ne saisissent la commission de médiation.

Le logement des ménages reconnus PU

Les ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO sont le plus souvent logés sur le contingent préfectoral, mais ils doivent aussi être priorités sur les autres logements, conformément à l'article L441-1 du CCH.

Ce tableau indique le nombre de baux signés dans le parc social par les ménages PU DALO par contingent de rattachement des logements :

Contingent sur lequel le ménage est logé ⁽¹⁾	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
État	1004	927	872	1035	1035	1089	1060
Collectivités territoriales :	64	34	24	14	127	202	185
Communes						147	137
Département						32	25
EPCI						17	23
Région						6	0
Action logement	94	48	48	60	119	129	98
Bailleurs sociaux (hors réservataire)	212	181	181	250	222	239	333
Autres contingents	23	17	53	38	40	35	71
Contingent non déterminé	1	0	47	131	0	0	0
Total	1 398	1 207	1 225	1 527	1 543	1694	1747

Source InfoDalo jusqu'en 2021, SNE depuis 2022

⁽¹⁾ Les ménages relogés peuvent l'être sur une année différente de celle à laquelle ils ont été reconnus PU.

Par ailleurs, 45 solutions de logement ont été trouvées dans le parc privé par des ménages reconnus PU (Source : InfoDalo).

Les délais d'attente des ménages

Parmi les 42 344 ménages reconnus PU entre 2008 et 2024, 8 808 restaient à reloger fin 2024 (source : InfoDALO).

Selon les données disponibles dans Infodalo, le délai moyen de relogement dans les Bouches-du-Rhône en 2024 était de 425 jours (357 en 2023).

A titre de comparaison, ce délai était identique pour l'ensemble de la région PACA et de 508 jours dans la France entière.

Il est cependant plus exact de dire qu'il existe plusieurs délais de logement, en fonction de plusieurs variables :

1. Le lieu (voir les cartes en annexe) :

Le délai est beaucoup plus court par exemple à Arles ou à Istres qu'à Marseille (et en particulier aux arrondissements du centre-ville qui font l'objet d'une demande très forte et très peu satisfaite).

Le tableau et la carte en annexe illustrent ces différences de situation. Il a été décidé de retenir la domiciliation des ménages plutôt que le lieu de leur demande, d'une part pour mettre en évidence les difficultés par territoires amenant les ménages jusqu'au DALO, et d'autre part parce que les ménages font la plupart du temps plusieurs choix de communes. Le lieu de domiciliation est cependant assez corrélé avec les secteurs demandés.

Dans les Bouches-du-Rhône, les services de l'État s'attachent à proposer aux ménages PU un logement dans les secteurs géographiques qu'ils ont demandés - commune ou arrondissement de Marseille - lorsque l'offre disponible le permet dans les délais fixés par la loi.

Il faut noter que certaines petites communes comptent très peu de demandes de ménages PU mais aussi peu de logements sociaux. Le délai d'attente peut donc y être important avant qu'un logement adapté à la taille et aux ressources du ménage se libère (si ce logement existe dans la commune).

2. La typologie :

Les demandes en T3 sont le plus rapidement satisfaites, celles en T1 et T2 étant les plus longues ; les délais sont également plus longs pour les T5 et T6, de plus ces logements sont concentrés dans certains programmes anciens, ce qui laisse peu de choix aux ménages concernés.

3. Les revenus :

Plus ils sont élevés, plus le délai sera court.

L'accompagnement des ménages : le FNAVDL

Pour faciliter le logement des ménages reconnus prioritaires et urgents de bonne foi qui en ont besoin et qui ne sont pas déjà accompagnés, l'État a créé en 2012 le Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement.

Dans les Bouches-du-Rhône, ces ménages peuvent être orientés vers ce dispositif par la commission de médiation et par les services de l'État.

Un diagnostic social, réalisé par l'AMPIL, permet de confirmer le besoin d'accompagnement, l'accord du ménage, et de décider de son niveau et de sa durée. Le cas échéant, les ménages sont ensuite accompagnés par un travailleur social de SOLIHA.

Il faut souligner que cet accompagnement, qui s'inscrit dans un objectif d'égalité des chances et d'accès au droit, est décidé uniquement sur des critères sociaux et ne rend pas ces ménages plus prioritaires que les autres : aucun avantage n'en résulte donc en terme de classement dans les présentations faites aux commissions d'attribution.

En 2024, 290 diagnostics ont été effectués par l'AMPIL. Les mesures suivantes ont été réalisées :

- 8 AVDL 1,
- 101 AVDL 2,
- 77 AVDL 3,
- 27 baux glissants.

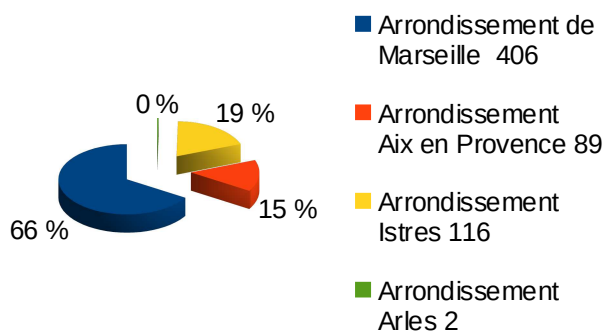
Sur les premières années de fonctionnement de cet outil, le bilan est positif. D'une part, les diagnostics permettent d'affiner les solutions, voire d'apprendre que des ménages sont partis ou se sont relogés, ce qui évite des présentations inutiles. D'autre part, alors qu'ils avaient connu des difficultés importantes, en particulier des dettes locatives, une part importante des ménages accompagnés sont relogés (en 2024 : 6 relogements en AVDL 1, 19 en AVDL 2, 22 en AVDL 3 et 10 en bail glissant).

Le FNAVDL est ainsi devenu en quelques années un outil incontournable pour rendre effectif le DALO pour les publics les plus précarisés, permettant d'éviter le recours à l'hébergement.

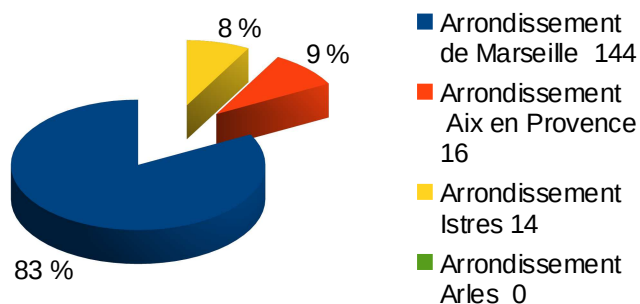
Les recours contentieux

En 2024, 613 recours contentieux ont été déposés au tribunal administratif par des ménages reconnus prioritaires et urgents, en raison de l'absence de relogement (484 en 2023).
174 injonctions de reloger ont été prononcées par le tribunal (222 en 2023).

Contentieux déposés



Injonctions prononcées



Source DDETS/Sous-préfectures

QUATRIÈME PARTIE

L'HÉBERGEMENT DES MÉNAGES RECONNUS PRIORITAIRES ET URGENTS AU TITRE DU DAHO

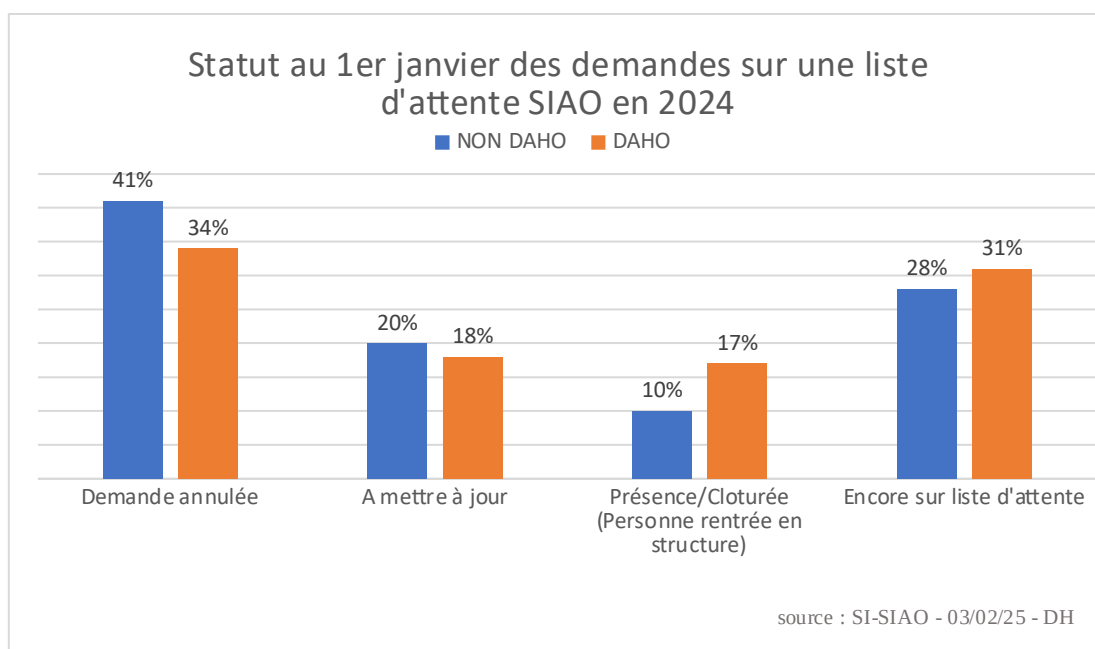
823 nouveaux ménages reconnus prioritaires et urgent au titre du DAHO ont été enregistrés dans le SI-SIAO en 2024, soit 50 % de plus que l'année précédente.

LE STATUT DE LA DEMANDE DES MÉNAGES DAHO AU SIAO

8 187 demandes ont été inscrites sur la liste d'attente du SIAO au cours de l'année 2024. Ces demandes représentent 7 578 ménages différents. 1 237 d'entre eux étaient reconnus DAHO, soit 16%.

Le statut des demandes est amené à évoluer et se modifier tout au long des événements qui jalonnent la demande des ménages (Cf. la définition des différents statuts de la demande ci-dessous). Il est à peu près équivalent pour les DAHO et les non DAHO, hormis le taux de personnes entrées en structure qui est supérieur pour les personnes DAHO.

Cela s'explique par le fait que le SIAO oriente prioritairement les ménages reconnus prioritaires à l'hébergement. Les dispositifs relevant systématiquement d'une priorisation dans le cadre du DAHO sont les places d'hébergement (CHRS, ALT), les logements en résidence sociale et maisons relais. Les ménages DAHO peuvent également être orientés sur les autres dispositifs, notamment les logements du Pôle logement (IML, logements sociaux), mais sans faire l'objet d'une priorisation par rapport aux autres publics.



Définition des différents statuts de la demande

- **Clôturée** : personne qui a intégré une place en structure d'hébergement ou de logement puis qui en est sortie
- **Présence personne** : personne en présence dans une structure d'hébergement ou de logement
- **Liste d'attente** : la demande a été validée par l'équipe du SIAO et la personne est en attente d'une attribution
- **Annulée** : demande annulée par le SIAO ou le prescripteur pour divers motifs
- **À mettre à jour** : la demande n'a pas été actualisée depuis 3 mois. Le prescripteur doit l'actualiser sous réserve que la personne soit toujours en demande, sans quoi il faut l'annuler cette demande.
- **À compléter (classé dans le graphique avec A mettre à jour)** : la demande transmise manque d'éléments ou la préconisation n'est pas cohérente. Le SIAO renvoie un commentaire dans la demande en la mettant à compléter. Le prescripteur doit procéder aux modifications demandées puis retransmet la demande.

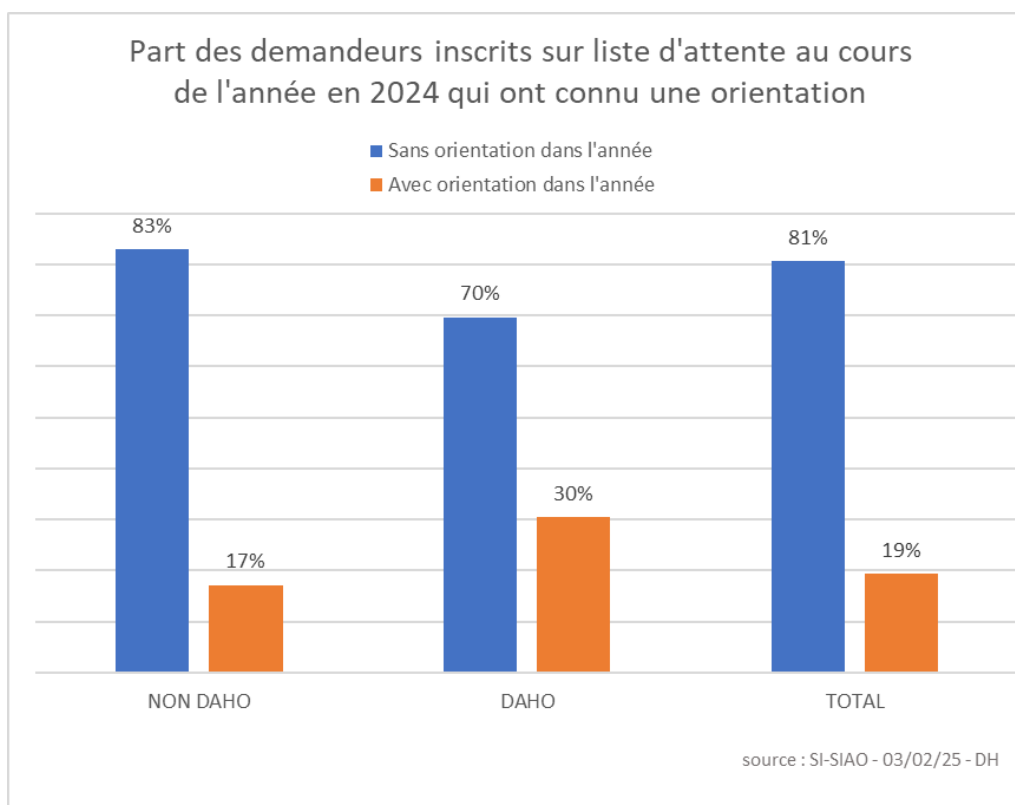
LES ORIENTATIONS EN 2024

Parmi les 8 187 demandes inscrites sur liste d'attente en 2024, 1 588 demandes ont été orientées, dont 52% vers des dispositifs logement (selon la première orientation connue du ménage dans l'année).

27% des demandes orientées étaient celles reconnues prioritaires et urgentes au titre du DAHO.

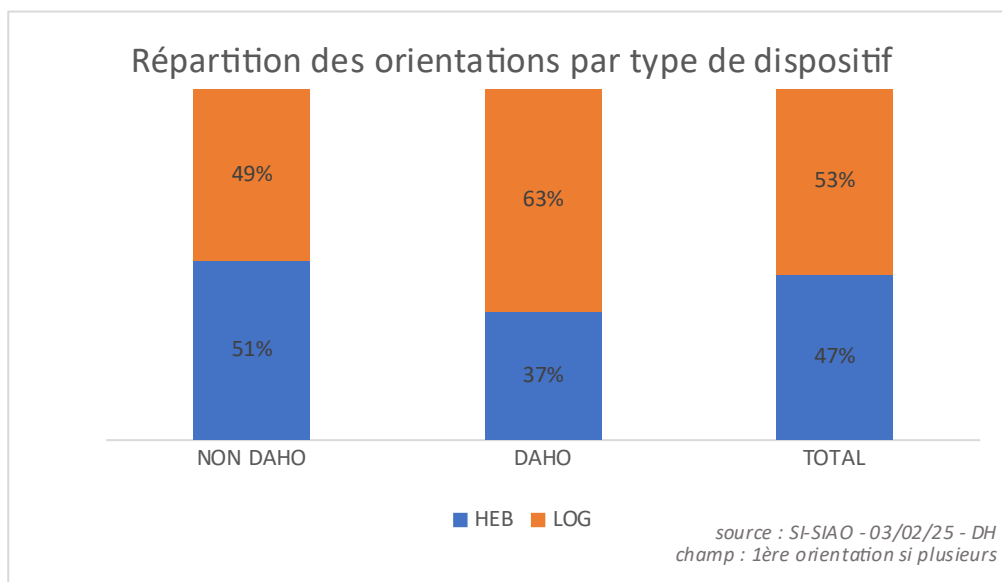
- 37% des orientations de DAHO sont orientés sur les dispositifs d'hébergement (en première orientation)
- 63% des orientations de DAHO sont orientés sur les logements du Pôle logement du SIAO (en première orientation)

La part des ménages connaissant une orientation est supérieure pour les ménages DAHO : 30% pour 17% chez les ménages non DAHO en 2024.

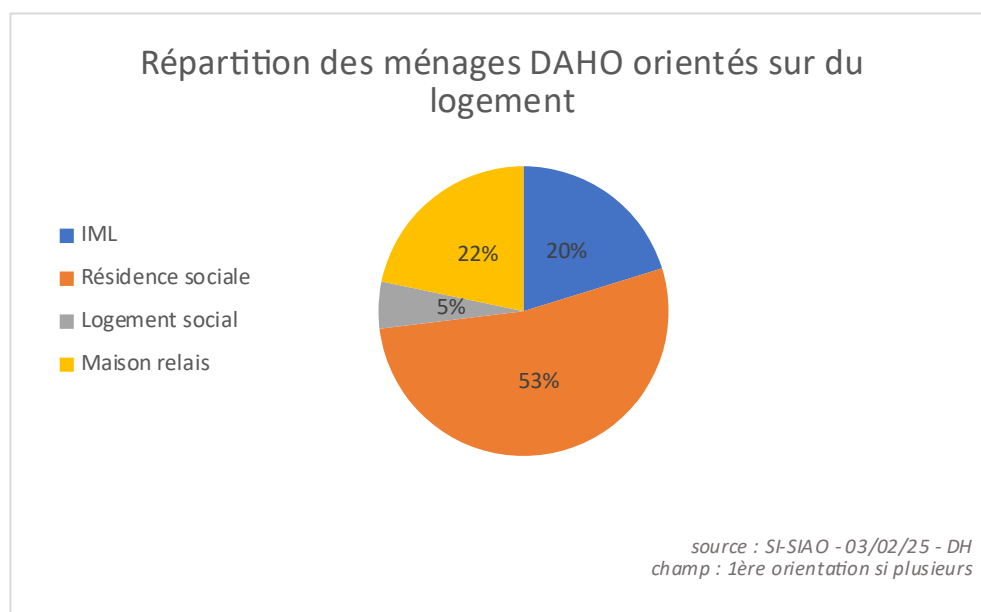


LES DISPOSITIFS SUR LESQUELS LES MÉNAGES DAHO ONT ÉTÉ ORIENTÉS

63% des ménages DAHO orientés l'ont été vers une place de logement et 37% vers un hébergement. En ce qui concerne les autres publics, la répartition est de 49% pour le logement et 51% pour l'hébergement.



Logement : 157 demandes de ménages DAHO ont été orientés vers du logement. Plus de la moitié le sont vers des places de logement en résidence sociale ou maison relais, ce qui est logique puisque la priorisation DAHO s'applique à ces dispositifs de logement accompagné.



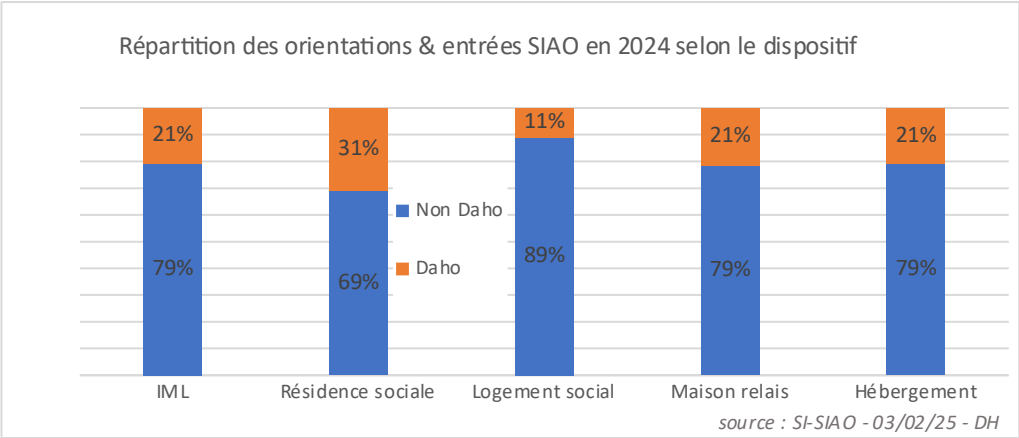
LES ADMISSIONS SUITE A ORIENTATION DU SIAO

920 demandes ont abouti à une entrée en structure d’hébergement ou de logement en 2024 suite à orientation du SIAO.

Les Entrées en structure suite à une orientation SIAO en 2024			
	Non Daho	Daho	Total
Logement	255	113	368
Hébergement	437	115	552
Total	692	228	920

source : SI-SIAO - 03/02/25 - DH

25 % des ménages entrés dans une structure d’hébergement ou de logement en 2024 sont reconnus prioritaires à l’hébergement. Ce taux est plus élevé dans les dispositifs de logement accompagné, en lien avec le taux d’orientation des ménages DAHO sur ces dispositifs.



ANNEXES

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO
et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Marseille – Total	2 248	65,69 %	698	34,07 %	-1 550	-1 820	-1 641
Marseille – 13003	383	11,19 %	48	2,34 %	-335	-332	-276
Marseille – 13014	259	7,57 %	117	5,71 %	-142	-151	-80
Marseille – 13001	257	7,51 %	25	1,22 %	-232	-246	-290
Marseille – 13004	201	5,87 %	5	0,24 %	-196	-199	-218
Marseille – 13008	191	5,58 %	2	0,10 %	-189	-176	-146
Marseille – 13002	151	4,41 %	10	0,49 %	-141	-214	-198
Marseille – 13015	148	4,32 %	147	7,17 %	-1	-78	-114
Marseille – 13013	146	4,27 %	127	6,20 %	-19	-65	-11
Marseille – 13005	110	3,21 %	6	0,29 %	-104	-109	-99
Marseille – 13006	105	3,07 %	3	0,15 %	-102	-91	-97
Marseille – 13011	80	2,34 %	73	3,56 %	-7	-53	-29
Marseille – 13010	75	2,19 %	47	2,29 %	-28	-62	-53
Marseille – 13009	56	1,64 %	27	1,32 %	-29	-9	1
Marseille – 13012	45	1,32 %	37	1,81 %	-8	-28	-13
Marseille – 13007	21	0,61 %	1	0,05 %	-20	-19	-24
Marseille – 13016	20	0,58 %	23	1,12 %	3	10	5
Marseille – arrondissement non précisé	--	--	--	--	--	2	1
Aix en Provence	162	4,73 %	102	4,98 %	-60	-159	-74
Aubagne	98	2,86 %	50	2,44 %	-48	-52	-54
La Ciotat	95	2,78 %	44	2,15 %	-51	-37	-45
Vitrolles	80	2,34 %	35	1,71 %	-45	-73	-48
Istres	60	1,75 %	113	5,51 %	53	-12	30
Marignane	58	1,69 %	74	3,61 %	16	56	78
Port de Bouc	56	1,64 %	36	1,76 %	-20	-43	-25
	46	1,34 %	58	2,83 %	12	-25	-36

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO
et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Salon de Provence	46	1,34 %	62	3,03 %	16	1	-8
Arles / Salin de Giraud / Raphèle	37	1,08 %	122	5,95 %	85	26	50
Miramas	35	1,02 %	67	3,27 %	32	-18	3
Berre l'Etang	31	0,91 %	18	0,88 %	-13	-22	-12
Châteauneuf lès Martigues	31	0,91 %	12	0,59 %	-19	-31	-1
Gardanne	26	0,76 %	29	1,42 %	3	-21	5
La Roque d'Anthéron	18	0,53 %	6	0,29 %	-12	-17	-18
Tarascon	13	0,38 %	12	0,59 %	-1	9	6
La Bouilladisse	12	0,35 %	4	0,20 %	-8	-9	-8
Les Pennes Mirabeau	12	0,35 %	17	0,83 %	5	-1	6
Fos sur Mer	10	0,29 %	36	1,76 %	26	2	-1
Gignac la Nerthe	10	0,29 %	6	0,29 %	-4	-11	-14
Trets	10	0,29 %	9	0,44 %	-1	4	-5
Lañçon Provence	8	0,23 %	1	0,05 %	-7	-5	4
Rognac	8	0,23 %	17	0,83 %	9	-14	3
Saint Chamas	8	0,23 %	18	0,88 %	10	0	16
Saint Mitre les Remparts	8	0,23 %	7	0,34 %	-1	-7	-3
Carnoux en Provence	7	0,20 %	3	0,15 %	-4	-1	-12
Châteaurenard	7	0,20 %	22	1,07 %	15	4	9
Saint Rémy de Provence	7	0,20 %	3	0,15 %	-4	-8	7
Lambesc	6	0,18 %	4	0,20 %	-2	-3	3
Port Saint Louis du Rhône	6	0,18 %	54	2,64 %	48	23	51
Septèmes les Vallons	6	0,18 %	8	0,39 %	2	-6	-6
Allauch	5	0,15 %	2	0,10 %	-3	1	15

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO
et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Bouc Bel Air	5	0,15 %	14	0,68 %	9	-5	-5
Cassis	5	0,15 %	0	0,00 %	-5	-20	-15
Eguilles	5	0,15 %	5	0,24 %	0	3	4
Saint Victoret	5	0,15 %	2	0,10 %	-3	-7	-9
Cabannes	4	0,12 %	8	0,39 %	4	-3	4
Fuveau	4	0,12 %	4	0,20 %	0	-1	-1
La Fare les Oliviers	4	0,12 %	3	0,15 %	-1	3	-2
Autres communes BdR (secret statistique)	79	2,31 %	264	12,88 %	185	36	145
Auriol	***	---	***	---	24	-4	15
Carry le Rouet	***	---	***	---	-3	-5	-5
Gémenos	***	---	***	---	-3	0	-4
Grans	***	---	***	---	-2	1	4
La Penne sur Huveaune	***	---	***	---	5	1	0
Mallemort	***	---	***	---	7	1	2
Noves	***	---	***	---	9	4	33
Pélissanne	***	---	***	---	4	0	-4
Peyrolles en Provence	***	---	***	---	5	1	1
Roquefort la Bédoule	***	---	***	---	-3	0	9
Rousset	***	---	***	---	4	-2	2
Saint Martin de Crau	***	---	***	---	11	7	9
Sénas	***	---	***	---	16	-2	15
Coudoux	***	---	***	---	-1	1	-3
Cuges les Pins	***	---	***	---	2	-2	10
Ensues la Redonne	***	---	***	---	-2	-7	-6

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO
et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Eyguières	***	---	***	---	1	2	6
Jouques	***	---	***	---	-1	0	16
Plan de Cuques	***	---	***	---	4	-4	19
Rognes	***	---	***	---	-2	-1	-4
Rognonas	***	---	***	---	0	3	1
Roquevaire	***	---	***	---	6	-3	5
Saint Cannat	***	---	***	---	6	-1	13
Cabriès	***	---	***	---	0	1	0
Ceyreste	***	---	***	---	-1	-4	-1
Charleval	***	---	***	---	-1	0	1
Eyragues	***	---	***	---	12	0	0
Graveson	***	---	***	---	3	6	4
La Destrousse	***	---	***	---	-1	0	-1
Le Puy Sainte Réparate	***	---	***	---	33	1	17
Le Rove	***	---	***	---	3	-2	0
Le Tholonet	***	---	***	---	-1	-2	0
Meyrargues	***	---	***	---	-1	1	6
Peynier	***	---	***	---	5	-2	-1
Peypin	***	---	***	---	10	-1	10
Plan d'Orgon	***	---	***	---	2	0	13
Saint Andiol	***	---	***	---	2	-1	0
Saint Etienne du Grès	***	---	***	---	-1	0	1
Saint Savournin	***	---	***	---	-1	0	-1
Sausset les Pins	***	---	***	---	-1	1	0

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO
et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Simiane Collongue	***	---	***	---	-1	3	1
Velaux	***	---	***	---	5	1	4
Ventabren	***	---	***	---	4	-2	6
Alleins	***	---	***	---	2	2	3
Aureille	***	---	***	---	0	0	0
Aurons	***	---	***	---	0	0	0
Barbentane	***	---	***	---	6	1	1
Beaurecueil	***	---	***	---	0	0	0
Belcodène	***	---	***	---	0	0	0
Boulbon	***	---	***	---	2	0	0
Cadolive	***	---	***	---	0	0	0
Châteauneuf le Rouge	***	---	***	---	0	0	0
Cornillon Confoux	***	---	***	---	0	0	0
Eygalières	***	---	***	---	7	0	2
Fontvieille	***	---	***	---	0	1	1
Gréasque	***	---	***	---	1	3	-1
La Barben	***	---	***	---	0	0	0
Lamanon	***	---	***	---	0	0	-1
Le Paradou	***	---	***	---	0	0	0
Les Baux de Provence	***	---	***	---	0	0	0
Les Saintes Maries de la Mer	***	---	***	---	0	0	0
Maillane	***	---	***	---	0	0	-1
Mas Blanc des Alpilles	***	---	***	---	0	0	0
Maussane les Alpilles	***	---	***	---	2	0	1

Comparaison entre les ménages prioritaires et urgents (PU) DALO et les logements du contingent préfectoral "prioritaires" (hors PLS) déclarés vacants dans les Bouches-du-Rhône de 2022 à 2024

COMMUNE (ou arr. Marseille)	Ménages reconnus PU DALO En 2024 (domiciliation) <small>Source InfoDalo / Données extraites 17/02/2025</small>		Logements du contingent préfectoral prioritaires (hors PLS) vacants en 2024 <small>Suivi logements Gestion en flux ETAT</small>		Ecart nombre de PU / Nombre de logements		
	Nombre	%	Nombre	%	2024	Rappel 2023	Rappel 2022
Meyreuil	***	---	***	---	5	0	5
Mimet	***	---	***	---	0	-1	-2
Mollégès	***	---	***	---	0	0	-1
Mouriès	***	---	***	---	0	0	0
Orgon	***	---	***	---	0	0	-2
Puylobier	***	---	***	---	0	-1	0
Saint Antonin sur Bayon	***	---	***	---	0	0	0
Saint Estève Janson	***	---	***	---	0	0	0
Saint Marc Jaumegarde	***	---	***	---	0	0	0
Saint Paul lès Durance	***	---	***	---	0	0	1
Saint Pierre de Mézoargues	***	---	***	---	0	0	0
Vauvenargues	***	---	***	---	0	0	0
Venelles	***	---	***	---	2	-3	4
Vernègues	***	---	***	---	0	0	0
Verquières	***	---	***	---	1	0	0
Autres communes – PACA	28	0,82 %	--	--	--	--	--
Autres communes – Hors PACA	13	0,38 %	--	--	--	--	--
TOTAL	3 422	100,00 %	2 049	100,00 %	-1 373	-2 367	-1 590

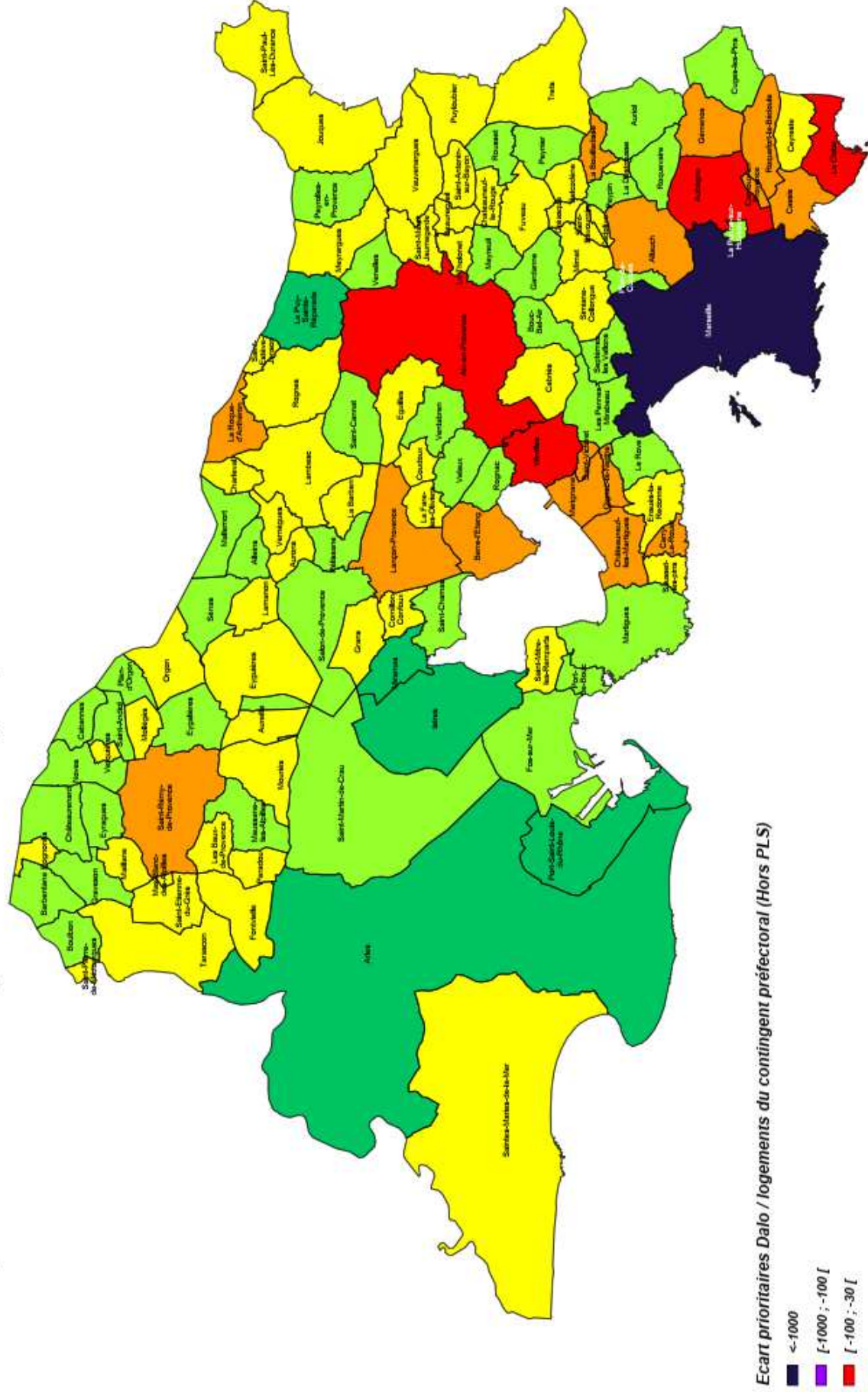
*** secret statistique

< -1000 [-1 000 ; < -100[[-100 ; -30[[-30 ; -2[[-2 ; 2[[2 ; 30[>=30

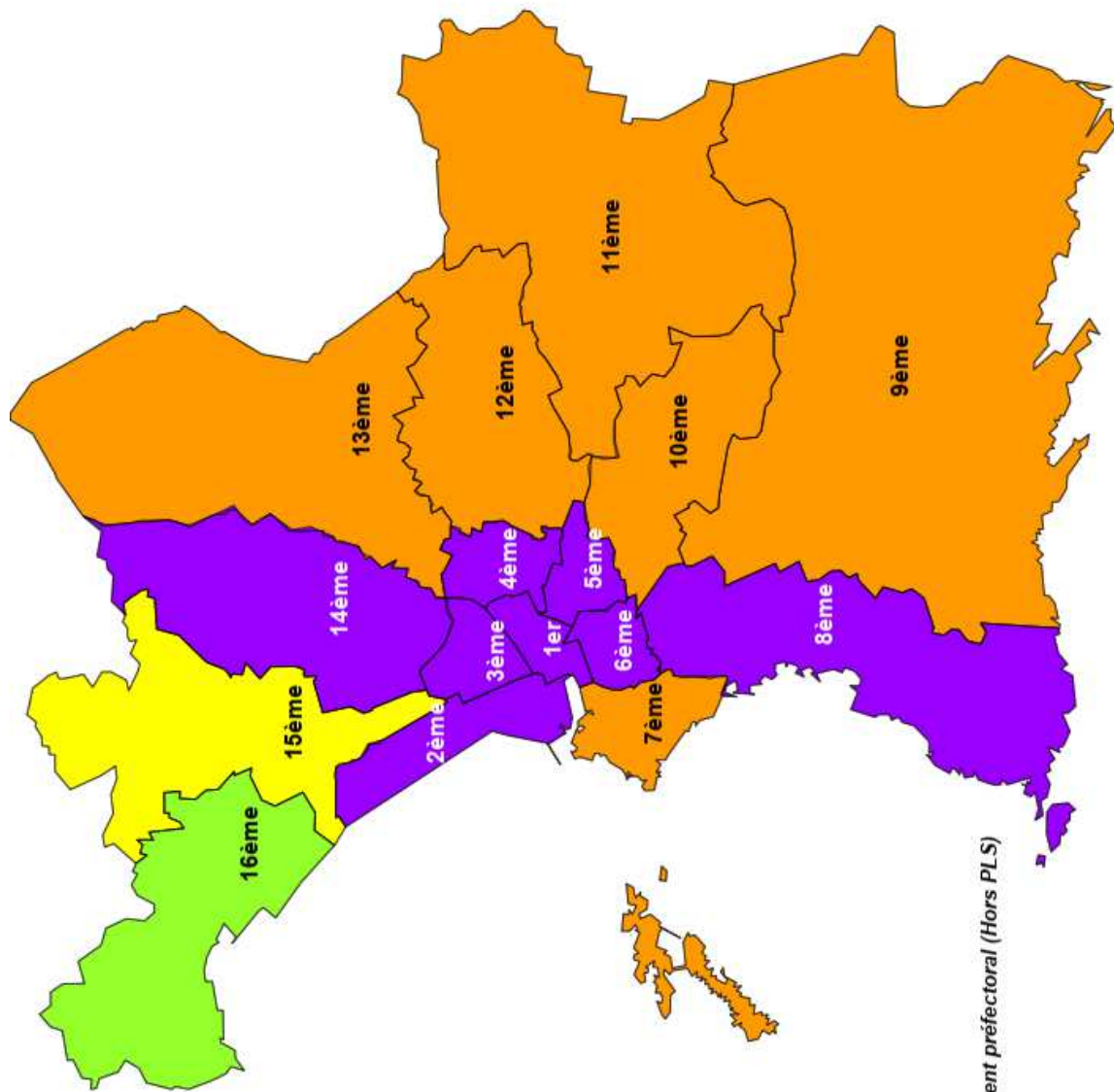
Légende couleurs



Ecart prioritaires DALO / logements du contingent préfectoral en 2024 - Bouches-Du-Rhône



Ecart prioritaires Dalo / logements du contingent préfectoral (Hors PLS)



Ecart prioritaires Dalo / logements du contingent préfectoral (Hors PLS)

- < -100
- [-100 ; -30 [
- [-30 ; -2 [
- [-2 ; 2 [
- [2 ; 30 [
- >= 30

Suites données aux recours DALO de 2008 à 2024 dans les Bouches-du-Rhône							
ANNEE	Recours logements déposés auprès de la commission (InfoDALO)	Solutions trouvées avant le passage en commission (InfoDALO)	Recours reconnus prioritaires et urgents pour un logement (InfoDALO)	Ménages logés		Recours déposés au Tribunal administratif en l'absence de logement dans les 6 mois (InfoDALO/sous-préfectures)	Injonctions prononcées par le Tribunal (InfoDALO/sous-préfectures)
				relogements des PU DALO sur les parcs social (SNE) et privé (InfoDALO)	en comptant les solutions trouvées avant la commission (InfoDALO)		
2008	2 585	58	745	265	323	6	3
2009	4 327	70	1377	633	703	38	19
2010	6 201	164	1843	940	1104	113	67
2011	5 526	169	1934	1221	1390	185	162
2012	6 308	275	1906	1142	1417	254	151
2013	5 555	347	2718	1244	1591	191	111
2014	5 800	214	2499	1273	1487	467	313
2015	6 050	104	2036	1198	1302	339	252
2016	5 917	111	2280	1238	1349	220	190
2017	6 870	166	2717	1392	1558	298	249
2018	7 304	148	2745	1481	1629	324	242
2019	8 172	209	2526	1290	1499	327	277
2020	7 461	224	2572	1317	1541	277	223
2021	9 211	335	3512	1650	1985	253	140
2022	9 440	240	3651	1694	1934	436	137
2023	10229	250	3805	1840	2090	484	222
2024	10390	257	3478	1792	2049	613	174
TOTAL	117 346	3 341	42 344	21 610	24951	4 825	2 932